



Chapitre A-13

LOI SUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi et dans les règlements, les expressions et mots suivants signifient:
- « aide financière »; a) « aide financière »: l'aide financière prévue à la section II;
« ministre »; b) « ministre »: le ministre de l'industrie et du commerce;
« règlement »; c) « règlement »: tout règlement adopté en vertu de la présente loi par le gouvernement;
« Société »; d) « Société »: la Société de développement industriel du Québec constituée par l'article 15;
« obligation industrielle ». e) « obligation industrielle »: toute obligation émise par la Société conformément au deuxième alinéa de l'article 42.
- 1971, c. 64, a. 1.

SECTION II

AIDE FINANCIÈRE

§1. — Objectifs

- Aide aux entreprises manufacturières. **2.** Le ministre est chargé de stimuler le développement économique et la transformation de la structure industrielle du Québec en favorisant une meilleure interrelation des activités des entreprises, une participation accrue de la population québécoise à l'activité économique ainsi que la création d'emplois; à ces fins, il accorde l'aide financière nécessaire aux entreprises manufacturières qui, conformément aux critères établis par les règlements,
- a) font au Québec un investissement mettant en oeuvre une technologie moderne afin de fabriquer un bien de conception nouvelle, un bien non encore fabriqué au Québec ou un bien dont la production au Québec sur une base compétitive est insuffisante par rapport à des marchés domestiques ou internationaux offrant des perspectives de croissance importante et continue;

b) consolident leurs moyens de production ou mettent en commun leurs opérations en tout ou en partie de façon à devenir plus compétitives et à accroître leur part du marché et, à ces fins, fusionnent entre elles, acquièrent d'autres entreprises ou leurs moyens de production, ou regroupent leurs ressources ou leurs intérêts de toute autre manière;

c) ne peuvent, bien qu'elles soient rentables, obtenir d'assistance financière autrement à des taux et conditions raisonnables et contribueraient plus efficacement au développement économique du Québec ou d'une de ses régions si elles obtenaient l'aide financière.

Aide aux entreprises
exportant des biens.

Le ministre est également chargé d'accorder aux fins susdites l'aide financière aux entreprises manufacturières ou commerciales qui, conformément aux règlements, exportent des biens manufacturés au Québec.

1971, c. 64, a. 2; 1974, c. 56, a. 1.

Conditions pour obtenir
l'aide.

3. Une entreprise manufacturière doit, pour avoir droit à l'aide financière, être dirigée par des administrateurs qui offrent des garanties de compétence et d'efficacité et possèdent l'expérience requise pour assurer la réalisation des fins pour lesquelles cette aide est demandée ainsi que le bon fonctionnement et la rentabilité de l'entreprise.

1971, c. 64, a. 3.

Fins.

4. L'aide financière peut être accordée à une entreprise manufacturière pour l'une ou plusieurs des fins suivantes:

a) l'achat, la construction, l'amélioration ou l'agrandissement d'usines ou manufactures et l'achat des terrains requis pour l'exploitation de ces usines ou manufactures;

b) l'achat de machinerie, d'outillage et d'équipement destinés à l'exploitation d'usines ou manufactures, et leur installation;

c) l'acquisition de brevets d'invention ou leur exploitation;

d) l'amélioration ou la consolidation de la structure financière de l'entreprise;

e) l'achat d'actions d'entreprises manufacturières ou commerciales visées à l'article 2.

1971, c. 64, a. 4; 1974, c. 56, a. 2.

§2.—*Formes de l'aide financière*

Prêt sur garantie.

5. L'aide financière peut prendre la forme d'un prêt consenti par la Société et garanti par hypothèque, nantissement ou gage sur des

- biens-fonds ou de la machinerie ou de toute autre manière jugée appropriée.
- Garantie de remboursement.** Elle peut aussi prendre la forme d'une garantie par la Société du remboursement total ou partiel de tout prêt, y compris les intérêts, fait en faveur d'une telle entreprise.
- 1971, c. 64, a. 5.
- Taux d'intérêt.** **6.** Les prêts visés au premier alinéa de l'article 5 sont accordés au taux d'intérêt qui a cours sur le marché à la date où le prêt est accordé.
- Taux inférieur.** Toutefois ces prêts peuvent être accordés à un taux plus bas à une entreprise visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article.
- Prise à charge.** Ces prêts peuvent également faire l'objet d'une prise à charge en vertu du paragraphe *a* de l'article 8.
- 1971, c. 64, a. 6; 1974, c. 56, a. 3.
- Acquisition d'immeubles, d'équipement.** **7.** L'aide financière peut prendre la forme d'acquisition par la Société d'immeubles, de machinerie, d'outillage ou d'équipement requis pour l'exploitation d'une entreprise manufacturière, aux fins de les revendre ou de les louer, aux conditions jugées appropriées, au propriétaire d'une entreprise manufacturière qui s'est engagé préalablement à les acheter ou à les louer à ces conditions.
- Acquisition d'actions.** Elle peut aussi prendre la forme de l'acquisition par la Société des actions d'une entreprise visée à l'article 2, pourvu qu'elle ne détienne en aucun temps la majorité du capital social de cette entreprise; de plus, la Société ne peut détenir des titres qui portent son investissement total en actions de telles entreprises à plus de 30 pour cent de son actif total.
- 1971, c. 64, a. 7; 1974, c. 56, a. 4.
- Autres formes d'aide.** **8.** Dans le cas d'une entreprise visée aux paragraphes *a* ou *b* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article, l'aide financière peut, en outre des autres modalités prévues par la présente loi, être consentie sous les formes suivantes:
- a)* prise à charge par la Société d'une partie du coût des emprunts que fait l'entreprise;
- b)* exemption en faveur de l'entreprise du remboursement de toute partie d'un emprunt qu'elle a contracté auprès de la Société lorsque cette entreprise établit que son rendement s'est amélioré depuis la date de l'emprunt dans la mesure déterminée par les règlements, et qu'à la faveur de l'aide financière elle a créé et créera de nombreux emplois suivant les critères fixés par les règlements.
- 1971, c. 64, a. 8; 1974, c. 56, a. 5.

- Signature de garantie. **9.** Une garantie accordée par la Société en vertu du deuxième alinéa de l'article 5 n'est valide que si le ministre des finances déclare sous sa signature, sur le document constatant cette garantie, qu'il en a pris connaissance.
1971, c. 64, a. 9.
- Construction d'immeubles. **10.** La Société peut, avec l'approbation du gouvernement, construire des immeubles pour des fins manufacturières, pour les vendre ou les louer aux conditions jugées appropriées par le gouvernement.
- Vente ou location. Avec l'approbation prévue à l'alinéa précédent, la Société peut vendre ou louer ces immeubles à des entreprises commerciales à défaut de pouvoir le faire à des entreprises manufacturières.
- Mandat aux municipalités. La Société peut confier à une municipalité et une municipalité peut accepter que la Société lui confie un mandat aux termes duquel la municipalité administrera et entretiendra ces immeubles situés dans son territoire et ce à ses frais s'ils sont vacants et aux frais de la Société s'ils sont loués.
1971, c. 64, a. 10; 1974, c. 56, a. 6.

SECTION III

OCTROI DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Forme de la demande. **11.** Toute personne qui désire bénéficier de l'aide financière doit en faire la demande à la Société dans la forme prescrite par les règlements; cette demande doit être accompagnée des documents et contenir les renseignements qui sont prévus par les règlements.
1971, c. 64, a. 11.
- Enquête. **12.** Sur réception de la demande, la Société en transmet une copie au ministre et fait enquête afin de déterminer si l'octroi de l'aide financière demandée aurait pour effet de promouvoir la réalisation des objectifs visés aux paragraphes *a*, *b* ou *c* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article, suivant le cas, et si l'entreprise pour laquelle l'aide est demandée remplit les conditions exigées par la présente loi et les règlements.
1971, c. 64, a. 12; 1974, c. 56, a. 7.
- Rapport au ministre. **13.** Dès qu'elle a terminé son enquête, la Société fait rapport au ministre et lui soumet ses recommandations.
- Recommandations. La Société peut recommander que la demande ne soit agréée que pour partie ou soit agréée pour une somme ou sous une forme autres que celles qui font l'objet de la demande. Elle peut aussi recomman-

der que la demande soit refusée ou ne soit agréée qu'aux conditions que la Société indique.

Avis de refus. Si la recommandation de la Société est à l'effet que l'aide demandée soit refusée et si le ministre est d'accord avec cette recommandation, il retourne la demande à la Société, qui notifie aussitôt le requérant du refus de sa demande.

1971, c. 64, a. 13.

Autorisations requises. **14.** L'aide financière ne peut être accordée qu'avec l'autorisation du gouvernement sur recommandation du ministre et aux conditions que le gouvernement détermine. Toutefois le ministre peut accorder cette aide sans cette autorisation dans les cas prévus par les règlements.

Société liée. La Société est liée par l'autorisation du gouvernement ou, le cas échéant, par la décision du ministre.

Avis d'octroi. La Société doit aviser le requérant, sans délai, du fait que sa demande a été accordée ou refusée et, s'il y a lieu, des conditions qui ont été déterminées par le gouvernement.

1971, c. 64, a. 14.

SECTION IV

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC

Constitution. Nom. **15.** Un organisme est constitué sous le nom de «Société de développement industriel du Québec».

1971, c. 64, a. 15; 1977, c. 5, a. 14.

Pouvoirs d'une corporation. **16.** La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Programmes d'aide financière. En plus d'exercer les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi, la Société administre les autres programmes d'aide financières qui lui sont confiés par une autre loi. Dans ce dernier cas, la Société possède, en plus des pouvoirs et devoirs que lui confère cette autre loi, les pouvoirs et devoirs non incompatibles que lui confère la présente loi.

1971, c. 64, a. 16; 1975, c. 15, a. 28.

Mandataire. **17.** La Société jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

- Biens partie du domaine public. Les biens meubles et immeubles en possession de la Société font partie du domaine public, mais l'exécution des obligations de la Société peut être poursuivie sur ces biens.
- Responsabilité. La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.
1971, c. 64, a. 17.
- Siège social. **18.** La Société a son siège social dans la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans une autre localité avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Séances. La Société peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.
1971, c. 64, a. 18.
- Conseil d'administration. **19.** La Société est administrée par un conseil d'administration de treize membres, soit:
a) un président, qui est nommé par le gouvernement et qui peut cumuler la fonction de directeur général;
b) un directeur général, qui est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3);
c) un vice-président et les autres membres, qui sont nommés pour trois ans par le gouvernement.
1971, c. 64, a. 19; 1974, c. 56, a. 8.
- Mode de nomination. **20.** Au moins trois des membres visés au paragraphe c de l'article 19 sont nommés parmi les fonctionnaires du ministère de l'industrie et du commerce; trois des premiers membres de la Société visés audit paragraphe c de l'article 19 sont nommés pour un an et trois pour deux ans.
1971, c. 64, a. 20.
- Qualité requise. **21.** Nul ne peut être membre de la Société s'il n'est domicilié au Québec.
1971, c. 64, a. 21.
- Traitements. **22.** Le gouvernement fixe le traitement, ou s'il y a lieu, le traitement additionnel, les allocations ou les honoraires des membres de la Société.
1971, c. 64, a. 22.

Fonctions continuées. **23.** Les membres de la Société restent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

1971, c. 64, a. 23.

Vacances. **24.** Toute vacance parmi les membres de la Société autres que le président et le directeur général est comblée seulement pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

1971, c. 64, a. 24.

Remplacement temporaire. **25.** Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; lorsqu'un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité; cette personne est nommée par le gouvernement qui fixe ses honoraires, allocations, traitement ou traitement additionnel.

1971, c. 64, a. 25.

Secrétaire. **26.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés de la Société sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

Pouvoirs d'un sous-chef. Le directeur général exerce à leur égard les pouvoirs que ladite Loi sur la fonction publique attribue au sous-chef d'un ministère.

1971, c. 64, a. 26.

Comité exécutif. **27.** Le conseil d'administration peut constituer un comité exécutif auquel il délègue une partie de ses pouvoirs.

Directeur général. L'administration courante de la Société relève du directeur général qui exerce en outre les autres pouvoirs qui lui sont conférés par règlement de la Société.

1971, c. 64, a. 27; 1974, c. 56, a. 9.

Composition. **28.** Le comité exécutif est composé du président, du directeur général et d'au moins trois autres personnes que la Société nomme parmi ses membres.

1971, c. 64, a. 28; 1974, c. 56, a. 9.

Immunités. **29.** Les membres de la Société ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

1971, c. 64, a. 29.

- Authenticité des procès-verbaux. **30.** Les procès-verbaux des séances approuvés par la Société sont authentiques; il en est de même des copies ou extraits certifiés par le président de la Société ou son secrétaire.
1971, c. 64, a. 30.
- Signature. **31.** Nul acte, document ou écrit n'engage la Société, ni ne peut être attribué à la Société, s'il n'est signé par le président, le directeur général, le secrétaire ou par un fonctionnaire de la Société mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement de la Société.
1971, c. 64, a. 31.
- Année financière. **32.** L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.
1971, c. 64, a. 32.
- Rapport mensuel. **33.** La Société doit faire au ministre, dans les vingt et un jours qui suivent l'expiration de chaque mois, un rapport détaillé de ses opérations pour ce mois. Ce rapport doit notamment mentionner tous les prêts, constructions, achats et ventes effectués par la Société, les garanties et les autres formes d'aide financière qu'elle a consenties, le montant de chacune de ces opérations, la nature et l'étendue des garanties exigées ou retenues, ainsi que tous les renseignements additionnels qui peuvent être requis par le ministre.
1971, c. 64, a. 33.
- Rapport annuel. **34.** La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire. Il est déposé devant l'Assemblée nationale dans les trente jours si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
- Renseignements. La Société doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.
- Rapport séparé. Lorsqu'elle administre un programme d'aide financière en vertu d'une autre loi, la Société fait rapport séparément sur ce programme.
1971, c. 64, a. 34; 1975, c. 15, a. 29.
- Vérification des livres et des comptes. **35.** Les livres et les comptes de la Société sont vérifiés par le vérificateur général chaque année et en outre chaque fois que le

décète le gouvernement; ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de la Société.

1971, c. 64, a. 35.

SECTION V

CONFLITS D'INTÉRÊT ET CONFIDENTIALITÉ

Opérations interdites. **36.** Il est interdit à la Société de faire une opération financière avec un de ses membres ou un de ses fonctionnaires ou avec le conjoint ou l'enfant de l'un d'eux.

1971, c. 64, a. 36.

Opérations interdites. **37.** Il est interdit à la Société de faire une opération financière avec une compagnie dont un administrateur est député à l'Assemblée nationale et de prendre en garantie des titres émis par une telle compagnie sauf s'il s'agit d'actions d'une compagnie dont les actions sont inscrites à une bourse reconnue par le gouvernement sur la recommandation de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

1971, c. 64, a. 37.

Opérations interdites. **38.** Il est interdit à la Société de faire une opération financière avec une entreprise à laquelle est lié un de ses fonctionnaires ou employés, un de ses membres ou un député à l'Assemblée nationale.

1971, c. 64, a. 38.

Personnes liées. **39.** 1. Aux fins de l'article 38, sont des personnes liées:

- a) des particuliers unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;
- b) une société et une personne qui en fait partie ou à laquelle un ou plusieurs associés sont ainsi unis ou par laquelle ont été avancés plus de la moitié des biens dont elle dispose;
- c) une compagnie et une personne sous la dépendance directe ou indirecte de laquelle elle est ou dont celle-ci possède plus de la moitié du capital-actions ou à laquelle celle-ci a fourni par prêt ou autrement plus de la moitié des biens dont elle dispose pour ses affaires;
- d) les compagnies sous la dépendance directe ou indirecte d'une même personne ou d'un même groupe de personnes;
- e) une compagnie et une personne faisant partie d'un groupe de personnes liées ayant cette compagnie sous leur dépendance directe ou indirecte.

Personnes unies. 2. Aux fins du présent article:

a) des personnes sont unies par les liens du sang si l'une descend de l'autre ou est son frère ou sa soeur;

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang;

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, en droit ou de fait, comme enfant d'une personne unie à l'autre par les liens du sang autrement qu'à titre de frère ou soeur.

1971, c. 64, a. 39.

Renseignements
confidentiels.

40. Il est interdit à un fonctionnaire ou employé de la Société, à un de ses membres ou à une personne qui lui rend des services ou qui est associée à ses activités d'utiliser, pour faire une autre opération financière pour son propre compte, un renseignement obtenu sur les opérations de la Société.

Mesures de contrôle.

La Société peut, par règlement, prescrire des dispositions accessoires ou des mesures de contrôle pour assurer l'observance du présent article et, en général, le caractère confidentiel des renseignements relatifs à une entreprise qui bénéficie de la présente loi.

1971, c. 64, a. 40; 1974, c. 56, a. 10.

Liste des intérêts des
membres.

41. Chaque membre de la Société doit, lors de son entrée en fonction et annuellement par la suite, communiquer au ministre de l'industrie et du commerce et à la Société la liste des intérêts qu'il détient dans des compagnies de même que la liste de tels intérêts que détient son conjoint avec un relevé de toutes opérations ayant modifié ces listes dans le cours de l'année.

Liste des intérêts des
fonctionnaires.

Tout fonctionnaire de la Société est assujéti au présent article dans les cas prévus par règlement de la Société ou sur demande écrite du directeur général.

Renseignements
confidentiels.

Les renseignements fournis en vertu du présent article sont confidentiels et il est interdit de les communiquer ou de permettre qu'ils soient communiqués à une personne qui n'y a pas légalement droit.

1971, c. 64, a. 41.

SECTION VI

FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Emprunts.

42. La Société peut, avec l'autorisation préalable du gouvernement, contracter des emprunts par billet, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et aux autres conditions que détermine le gouvernement.

Obligations industrielles.

Elle peut aussi, avec la même autorisation, émettre des obligations

dites industrielles auxquelles sont attachés les privilèges fiscaux prévus à l'article 43.

1971, c. 64, a. 42.

Déduction autorisée. **43.** Une succession ou un particulier autre qu'une fiducie, qui est tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, aux fins d'application de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), un montant à titre d'intérêt provenant d'une obligation industrielle peut déduire dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition, aux fins d'application de ladite loi, un montant égal au montant de cet intérêt, selon les modalités et les maximums prévus par les règlements adoptés en vertu de ladite loi.

1971, c. 64, a. 43; 1974, c. 56, a. 11.

Date d'échéance. **44.** La date d'échéance d'une obligation industrielle ne doit pas dépasser de plus de dix ans la date de son émission.

Immatriculation. Toute telle obligation est nominative; elle doit être immatriculée quant au principal et aux intérêts et elle peut être transférée, transmise, échangée ou rachetée conformément aux règlements.

1971, c. 64, a. 44.

Garantie de paiement. **45.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine:

a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière;

b) autoriser le ministre des finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le gouvernement.

Paiement sur fonds consolidé. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Société sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

1971, c. 64, a. 45; 1974, c. 56, a. 12.

Versements par le ministre. **46.** Le ministre des finances verse à la Société, à sa demande, les deniers requis pour l'application du deuxième alinéa de l'article 2, du deuxième alinéa de l'article 6, des paragraphes a et b de l'article 8 ainsi que, lorsqu'il en résulte une perte pour la Société, pour l'application de l'article 10.

Versements par le ministre. Il lui verse ainsi, à sa demande, les deniers requis pour l'application du deuxième alinéa de l'article 16, jusqu'à concurrence des limites des programmes y visés.

1971, c. 64, a. 46; 1974, c. 56, a. 13; 1975, c. 15, a. 30.

SECTION VII

RÈGLEMENTS

Réglementation.

47. Le gouvernement peut faire des règlements pour:

a) déterminer les catégories d'entreprises et les régions du Québec à l'égard desquelles l'aide financière doit être accordée de préférence et les facteurs économiques et sociaux qui doivent servir de guides dans le choix des entreprises auxquelles cette aide peut être accordée;

b) établir des critères applicables aux entreprises afin de déterminer si elles sont sujettes à l'application des paragraphes *a*, *b* ou *c* du premier alinéa de l'article 2 ou à celle du deuxième alinéa dudit article, suivant le cas, en tenant compte notamment de la catégorie d'entreprises à laquelle elles appartiennent, des biens qu'elles produisent et des régions où elles sont établies;

c) déterminer les modes de regroupement d'entreprises manufacturières qui les rendent éligibles à l'aide financière;

d) établir le montant au-dessous duquel l'aide financière peut être accordée par le ministre en vertu du premier alinéa de l'article 5 ou du paragraphe *a* de l'article 8, nonobstant l'article 14, sans que ne soit nécessaire l'autorisation du gouvernement;

e) déterminer la forme et la teneur des demandes d'aide financière, les renseignements qu'elles doivent contenir et les documents qui doivent les accompagner;

f) déterminer la nature et l'étendue des sûretés qui doivent être exigées ou retenues par la Société lorsque l'aide financière est accordée à une entreprise manufacturière;

g) déterminer les méthodes qui doivent être employées pour établir le taux d'intérêt qui a cours sur le marché et qui est visé à l'article 6;

h) déterminer les taux d'intérêt auxquels des prêts peuvent être accordés à des entreprises visées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 2 ou au deuxième alinéa dudit article suivant les catégories d'entreprises auxquelles ces prêts sont accordés, les biens qu'elles produisent et les régions où elles sont établies;

i) déterminer les conditions auxquelles une partie du coût des emprunts faits par une entreprise peut être prise en charge par la Société en vertu du paragraphe *a* de l'article 8, la durée maximale de ces emprunts, les normes auxquelles ils doivent être conformes et les catégories d'institutions financières auprès desquelles ils peuvent être contractés;

j) pourvoir à l'immatriculation, au transfert, à la transmission, à l'échange et au rachat de toute obligation industrielle;

k) pourvoir au remplacement d'obligations industrielles endommagées, perdues, volées ou détruites, au versement d'intérêts ou de capital à leurs détenteurs et aux garanties qu'ils doivent fournir;

l) pourvoir à la correction d'erreurs relatives à l'immatriculation d'obligations industrielles;

m) déterminer dans quelle mesure une entreprise peut être dispensée de rembourser une partie d'emprunt en vertu du paragraphe b de l'article 8 suivant le degré d'amélioration de son rendement, la catégorie d'entreprises à laquelle elle appartient, les biens qu'elle produit, la région où elle est établie et le nombre d'emplois qu'elle crée;

n) déterminer, pour les fins du deuxième alinéa de l'article 2, les entreprises manufacturières et commerciales qui peuvent être considérées comme exportant des biens manufacturés au Québec et les conditions qu'elles doivent remplir pour avoir droit de recevoir l'aide financière;

o) déterminer les conditions auxquelles la Société administre les programmes d'aide financière qui lui sont confiés aux termes du deuxième alinéa de l'article 16.

Entrée en vigueur.

Les règlements prévus au présent article entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

1971, c. 64, a. 48; 1974, c. 56, a. 14; 1975, c. 15, a. 31.

Règlements de régie interne.

48. La Société peut, sous réserve des dispositions de la présente loi et des règlements adoptés par le gouvernement en vertu de l'article 47, faire des règlements pour sa régie interne, y compris le quorum aux assemblées de ses membres, la délégation d'une partie des pouvoirs de la Société au comité exécutif établi en vertu de l'article 27, ainsi que pour l'exécution de la présente loi.

Approbation.

Les règlements de la Société n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

1971, c. 64, a. 49.

SECTION VIII

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Sanctions au cas de fraude.

49. Lorsqu'une personne a obtenu l'aide financière prévue par la présente loi au moyen de fausses déclarations ou de fraude ou lorsqu'elle a employé toute partie de cette assistance financière à d'autres fins que celles pour lesquelles elle lui a été consentie, la Société peut la déclarer déchue du bénéfice du terme accordé et réclamer le remboursement du prêt qui a été consenti à cette personne ou résilier toute garantie qui lui a été accordée, sans préjudice aux autres recours civils. Ces sanctions ne peuvent toutefois être imposées que si avis a été donné à la personne, sous pli recommandé ou certifié expédié à sa dernière adresse connue de la Société, du défaut qui lui

est reproché et si cette personne n'a pas remédié à tout défaut autre que des fausses déclarations ou la fraude dans les soixante jours qui suivent la date à laquelle elle a reçu cet avis.

1971, c. 64, a. 50; 1975, c. 83, a. 84.

Soumissions publiques. **50.** La Société ne peut, à moins d'avoir demandé des soumissions publiques ou d'avoir obtenu l'autorisation du Conseil du trésor, disposer des biens dont elle prend possession par suite du défaut de leur propriétaire de remplir ses obligations.

1971, c. 64, a. 51.

Renseignements confidentiels. **51.** Sont confidentiels tous renseignements obtenus dans l'application de la présente loi. Il est interdit à tout membre, fonctionnaire ou employé de la Société de communiquer ou de permettre que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un tel renseignement ou de permettre à une telle personne de prendre connaissance d'un document contenant un tel renseignement ou d'y avoir accès.

Exception. Toutefois un tel renseignement peut, à la demande écrite de l'intéressé ou de son représentant autorisé, être communiqué à une personne désignée dans la demande.

Infraction et peine. Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas mille dollars.

1971, c. 64, a. 52.

Application de la loi. **52.** Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

1971, c. 64, a. 58.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 64 des lois annuelles de 1971, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 47, 53 à 55, 57 et 59, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-13 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1971 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 64

Chapitre A-13

**LOI DE L'AIDE AU
DÉVELOPPEMENT IN-
DUSTRIEL DU QUÉBEC**

**LOI SUR L'AIDE AU
DÉVELOPPEMENT IN-
DUSTRIEL**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 46	1 - 46	
47		Omis
48	47	
49	48	
50	49	
51	50	
52	51	
53 - 57		Omis
58	52	
59		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

